

PAIX DE L'ABONNEMENT

Paris. Trois mois... 13 fr. 50. Six mois... 27 fr. Un an... 54 fr.

PRIX DE L'ABONNEMENT

Départements. Trois mois... 16 fr. Six mois... 32 fr. Un an... 64 fr.

LA FRANCE

POLITIQUE, SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE

La mode d'abonnement la plus sûre et la plus expéditive, consiste dans l'envoi direct d'un mandat de poste ou d'un effet à vue sur Paris, à l'ordre du Directeur-Gérant.

PARIS, 31 AOUT 1868

COURRIER

La candidature de M. Dufaure dans la deuxième circonscription du Var, annoncée d'abord par plusieurs journaux, semblait à peu près abandonnée; elle reparaît aujourd'hui dans une dépêche de Toulon, publiée par le Sénateur, de Marseille.

Cette détermination, si elle se confirme, entrainerait, selon toute apparence, le retrait de la candidature de M. Philis.

L'accroissement de dépenses que nous avons signalé hier dans le budget anglais, va jouer un grand rôle dans la campagne électorale d'aujourd'hui du nouveau Parlement.

C'est là un de ces arguments dont les partis ne manquent jamais de se faire une arme, et les journaux de Londres s'en sont déjà emparés pour les présenter chacun sous le jour qui lui convient le mieux.

Les amis de M. Gladstone accusent naturellement le ministère actuel de folie prodigieuse. Mais, à leur tour, les organes de M. Disraeli font remonter l'origine réelle de ce surcroît de dépenses à la mauvaise politique financière suivie par M. Gladstone, lorsqu'il était au pouvoir.

C'est du reste M. Gladstone lui-même qui a donné le signal de la polémique, en attaquant, dans un discours public, la gestion financière du ministère actuel.

A cette accusation, le chancelier de l'Échiquier, M. George Ward Hunt, vient de répondre par une lettre adressée à M. Assheton Cross, qui se porte candidat dans le Lancashire, au nom du parti conservateur. M. Hunt reconnaît que les prévisions du budget ont été dépassées, dans l'année courante, d'une somme qui approche de 3 millions sterling, et dont la partie principale se répartit comme suit:

Département de la guerre, 1,380,000 l. st. Département de la marine, 584,914 l. st. Service civil et du revenu, 570,060 l. st. Les résultats obtenus à l'aide de ces augmentations de dépenses sont ensuite résumés en ces termes par le chancelier de l'Échiquier:

1^o Pour ce qui est de la conversion des armes du petit calibre, cette opération sera presque terminée avant la fin de l'année.

2^o Quant au recrutement de l'armée, l'augmentation de solde n'a pas amené moins de vingt-six mille vétérans à contracter des rengagements.

3^o Pour l'armement des forts, on a acquis 267 pièces d'artillerie, dont une partie a été déjà portée sur le budget par le dernier ministre, et sur le nombre de ces pièces on en a déjà installé 152.

4^o Pour ce qui est de la marine, il me serait impossible, dans les limites d'une lettre, de faire ressortir la différence qui se trouve dans l'état de la marine actuelle avec ce qu'elle était il y a deux ans, mais si vous voulez bien lire les discours prononcés par M. Corry en présentant le budget de la marine, le 11 mai de la présente année, je pense que vous vous convaincrez des progrès considérables qui ont été faits dans la voie de l'amélioration du service maritime.

Les correspondances de Vienne s'occupent d'une entrevue que le baron de Beust devait avoir hier à Ischi avec le roi de Sardaigne. On n'a pas oublié que le chancelier actuel de l'Empire autrichien est d'origine sarde; il est donc tout naturel qu'il profite de l'occasion qui s'offre de présenter ses devoirs à son ancien souverain.

Quelques nouvelles veulent cependant, comme d'habitude, attacher à cette rencontre une importance politique: M. de Beust serait allé recevoir les ouvertures que le roi Jean s'est chargé de lui faire, en vue d'un rapprochement politique entre Vienne et Berlin.

Nous croyons pouvoir garantir qu'à Ischi, comme à Schwalbach, on causera politique, mais on n'en fera pas.

Il est toutefois certain, suivant la Correspondance du Nord-Est, que la Prusse a manifesté dans le dernier temps le vif désir de renouveler les relations amicales avec l'Autriche. Ce désir est commun actuellement, d'après ce qu'on écrit de Berlin, à presque tous les partis politiques de la Prusse; peut-être n'est-il pas aujourd'hui plus loyal et plus sincère qu'il ne l'était quand on a engagé l'Autriche dans une alliance pour la conquête du Schleswig-Holstein; mais il existe un effet, et les cercles de la cour le mettent chaleureusement en avant.

A en croire la même correspondance, l'empereur Alexandre aurait invité le roi Guillaume à assister aux grandes manœuvres qu'il se propose de faire exécuter à Varsovie, à la fin de septembre, et qu'il doit commander en personne. Le roi Guillaume se serait excusé en alléguant la fatigue de ses nombreuses revues et de ses récents voyages dans ses propres États.

C'est en effet une véritable inspection générale que passe en ce moment le monarque prussien. Après avoir inspecté successivement presque toute l'armée prussienne, il va continuer cette tournée militaire dans les États de l'Allemagne du Nord qui appartiennent à la Confédération. Il se rend, cette semaine, à Dresde et va ensuite dans les duchés de l'Elbe.

La Correspondance du Nord-Est nous apporte encore deux démentis.

Le premier porte sur les bruits récemment répandus, qui prétendaient à la Russie l'intention de proposer la convocation d'un Congrès et le désarmement général. « Le prince Gortschakoff, écrit-on de Berlin, a été questionné par notre cabinet sur le point de savoir s'il était vrai que la Russie voulait profiter de la conférence projetée en octobre sur l'emploi des ballons explosibles pour lui faire des propositions d'une plus grande portée. Le chancelier russe a répondu négativement. »

Il paraît, d'un autre côté, qu'il n'y avait rien de fondé dans les télégrammes de ces jours derniers annonçant de nouveaux troubles en Bulgarie. Les derniers rapports disent au contraire que la tranquillité de la Bulgarie n'a plus été troublée depuis la défaite des bandes près de Roustchouk, de telle sorte que Midhat-Pacha a pu retourner à Constantinople.

Le gouvernement de Bucharest vient, à ce propos, de donner la preuve la plus sérieuse qu'il ait encore fournie de sa résolution de ne plus fomenté aucune agitation: la session annuelle de la Société des lettres roumaines a été ajournée indéfiniment. Cette association cache des projets révolutionnaires qui intéressent l'intégrité territoriale de la Turquie. Le ministère roumain s'est interposé afin d'empêcher toute réunion des membres qui la composent.

La Gazette de Carlsruhe semble considérer l'absorption du grand duché de Bade par la Prusse comme une simple question de temps. Dans un de ses derniers numéros, elle donne l'état général des troupes composant l'armée badoise, et elle ajoute ensuite naïvement:

Le système militaire badois est tellement modifié sur celui de la Prusse dans le moindre détail, que son incorporation dans l'armée prussienne pourra se faire sans le moindre délai, lorsque l'entrée dans la Confédération du Nord, indiquée dans des discours récents des ministres Boyer et Freidorf, paraîtra opportune.

On voit que les discours du 14 août étaient de vrais ballons d'essai, peut-être même quelque chose de plus.

E. MASSERAS

Il y a ce soir, au palais de Fontainebleau, grand dîner en l'honneur du comte et de la comtesse de Girgenti.

Le dîner sera suivi d'une représentation théâtrale. Les ministres qui se trouvent en ce moment à Paris assisteront à cette fête. M. Mon, ambassadeur d'Espagne, est également à Fontainebleau depuis samedi.

Le comte et la comtesse Girgenti reviennent demain à Paris. On sait que le comte de Girgenti est le frère consanguin du roi de Naples. Il est issu d'un second mariage avec Marie-Thérèse, archiduchesse d'Autriche, fille de feu l'archiduc Charles. Né le 12 janvier 1816, le comte de Girgenti est capitaine au 9^e régiment de lanciers autrichiens (prince de Liechtenstein).

Marie-Isabelle-Françoise d'Assise, comtesse de Girgenti, est la fille aînée de la reine d'Espagne. Elle est née le 20 décembre 1851.

Mercredi, ainsi que nous l'avons déjà annoncé, l'Empereur partira pour le camp de Châlons.

Pour les entretenir: F. FRAUD'FOUR

LA PRATIQUE DES LIBERTÉS

Le Journal des Débats nous critique, assez agréablement d'ailleurs, mais nous croyons qu'il ne nous lit pas, ou du moins, suivant un procédé de polémique plus habile que sérieux, il prend, dans nos articles, un mot isolé sur lequel il étage tout un système d'accusation.

Nous avons dit que les excès des partis extrêmes, s'ils se reproduisaient de nouveau, porteraient encore une fois un coup mortel à la liberté naissante.

Là-dessus, le grave Journal des Débats s'indigne: « Les excès qu'entendez-vous par là? Considérez-vous comme un excès l'usage régulier et légitime des libertés en petit nombre qui nous ont été restituées? Des journaux se font des journaux sans autorisation préalable: excès! Ces journaux sont pour la plupart organes de l'opposition: excès! Des réunions électorales ont lieu conformément à la loi: excès! Les électeurs s'entendent pour faire passer un candidat indépendant: excès! » Voilà le réquisitoire du Journal des Débats. Il est injuste.

Jamais nous ne nous sommes plaints ni alarmés de l'usage régulier que les citoyens, quelle que soit leur opinion, peuvent faire des droits que la loi leur confère. Nous nous honorons d'avoir été les premiers à proclamer la nécessité pour l'Empire d'entrer dans les voies libérales, et nous avons applaudi à tous les progrès successifs de l'initiative de l'Empereur réalisés dans le développement de nos institutions. Après avoir échoué si souvent sur l'écueil des passions mauvaises, la liberté apparaît encore une fois à notre horizon. Pour qu'elle arrive enfin au port, d'où tant d'orages l'ont écartée, il faut beaucoup de prudence et de fermeté dans les pilotes; beaucoup de modération et d'ordre dans l'équipage.

Ce que, dans ce moment d'inévitable crise, nous n'avons cessé de conseiller au pouvoir, c'est une extrême loyauté. Quand on a écrit la mémorable lettre du 9 janvier, quand on a accepté la tâche

glorieuse d'en appliquer les principes, il faut le faire sans arrière-pensée et sans regret. On pouvait ne pas accomplir cette réforme; mais, après l'avoir spontanément accomplie, il ne serait digne ni d'un grand souverain ni d'un grand pays, de chercher à retentir d'une main ce que l'on a donné de l'autre. Qu'on nous passe l'expression, il n'y a de liberté sérieuse que celle qui est pratiquée libéralement.

D'ailleurs, nous n'avons pas la liberté illimitée qui est l'idéal de quelques rêveurs. Les prérogatives que nous possédons sont réglées et définies par la loi. Cette loi, ce n'est pas seulement le droit, c'est le devoir du gouvernement de la faire exécuter sans faiblesse et de la faire respecter sans exception. On a dit un jour que la légalité nous tue; c'est elle, au contraire, qui nous fait vivre, et la liberté n'a pas de plus puissants garants ni de meilleure sanction.

Non, il ne faut pas que les agents du pouvoir fassent avec la liberté; mais il ne faut pas que les citoyens rousent avec la loi.

Nous n'appellerons jamais excès l'exercice régulier des droits que la loi proclame; mais de même que nous condamnons, comme un excès d'autorité, tout acte de pouvoir destiné à empêcher ce que la loi permet ou à imposer ce que la loi défend, de même nous condamnons, comme un excès de liberté, tout acte de citoyens ayant pour but de méconnaître la puissance des lois et l'inviolabilité des institutions.

Eh bien, nous l'avons vu avec tristesse, dans les faits qui se produisent autour de nous, nous n'apercevons pas clairement l'usage régulier et légitime de la liberté; nous voyons au contraire une tendance qui, si elle n'est pas encore l'abus, en est au moins l'exagération.

Est-ce qu'un journal comme le Journal des Débats ne devrait pas protester avec nous contre ces violences de langage, dont nous sommes chaque jour témoins, et qui discréditent, en la rabaisant, la liberté de la presse?

Est-ce qu'il ne devrait pas, au nom du respect dû à la loi, conseiller à l'opposition de ne pas tenter, par des voies détournées, ce que le législateur a voulu défendre, et de ne pas discréditer, en la faisant dégénérer en tumultes et en désordres, la liberté de réunion?

Est-ce qu'il ne devrait pas, se souvenant de ses anciennes doctrines, s'élever à son tour contre ces coalitions politiques qu'il flétrissait jadis, et qui ne se peuvent faire que pour détruire, et jamais pour édifier?

Mais, en déplorant de voir renaître, avec la liberté, toutes les tendances faibles et tous les entraînements de partis qui l'ont si souvent compromise, avons-nous demandé au gouvernement de reculer dans son œuvre libérale et de s'armer de nouvelles forces répressives? Non.

C'est à la sagesse du pays, c'est au dévouement des intérêts conservateurs, c'est à la vigilance des vrais amis de l'Empire que nous avons fait appel pour réduire à l'impuissance les efforts de ses ennemis.

Personne n'a provoqué, avec plus de persévérance et de conviction que nous, la formation d'un parti conservateur et libéral pour soutenir, fortifier et éclairer la politique du gouvernement.

Le jeu des grands partis est aujourd'hui la condition même du progrès pacifique des institutions libérales.

cardinal. — Oui, monseigneur, dit le jeune homme émerveillé que son nom fut si vite sur sa figure.

— Et la signora Lacrymosa? — Par exemple, monseigneur, fit-elle gaiement, vous êtes si au courant de moi!

— Je ne vous ai jamais vue, mademoiselle; mais mon confesseur vous dirait, si vous l'en priez beaucoup, que je me sens souvent saisi du regret de ne pas vous voir.

Et le capitaine Negroponi, qui sera colonel le jour où il nous amènera Mazzini! — Votre Eminence, dit le capitaine, n'oubliera pas qu'elle ne m'a chargé que de protéger les grandes routes. Et à cette occasion, je me permettrai de lui faire une humble recommandation.

Laquelle, capitaine? Je suis fort docile. — Je ne puis rester longtemps à Roverino. Je n'y ai point de forces suffisantes pour répondre d'un tel hôte.

Mais je quitte le bourg ce soir même. Je venais arrêter une place dans la diligence. — Dans la diligence? reprit Lacrymosa. Vous, monseigneur!

Mais vous y serez bien, mademoiselle! Songez donc: vous êtes une reine, et moi je suis à peine un prince.

— Alors, monseigneur, je vais envoyer à Bologne, pour faire venir cinquante hommes, dit Negroponi épuant.

Il faut que les responsabilités se partagent et que le pays s'affirme, au lieu de laisser au gouvernement seul, exposé à tous les coups, la direction, la charge et les périls du mouvement libéral qui commence.

Non-seulement nous ne voulons pas restreindre l'usage régulier des libertés nouvelles, mais nous voulons qu'il se généralise. Nous ne cessons d'exhorter les hommes dévoués à la dynastie d'user des droits qui leur appartiennent comme en usent ses adversaires. Nous leur disons chaque jour que leur devoir est de ne pas rester inactifs, mais de se grouper, de se compter, de se réunir, comme le font les partis opposants, et de faire arriver au gouvernement toutes les vérités utiles en lui apportant tous les concours sur lesquels il a droit de compter.

Il ne faut laisser à l'opposition, quel que soit son but, ni le privilège de l'initiative ni l'influence des aspirations libérales. La liberté ne s'acquiescera définitivement dans nos lois que lorsqu'elle sera bien acclimatée dans nos mœurs; mais, pour arriver là, il faut la pratiquer, loyalement dans les régions du pouvoir, honnêtement dans la lutte des opinions et des partis; et l'union des bons citoyens et des forces conservatrices sera aussi efficace dans ce but que peuvent l'être les moyens répressifs dont le législateur a armé l'administration publique.

J. COHEN.

Une dépêche de San-Francisco, en date du 16 août, publiée par les journaux de New-York, apporte des nouvelles du Japon allant jusqu'au 26 juillet et d'une grande importance.

Voici le texte de ce télégramme: Le 4 juillet, dans l'après-midi, 20,000 hommes du Sud ont attaqué les Takagawas, à Yeddo. Ces derniers n'étaient au nombre que de 1,500. Les hommes du Sud ont été repoussés. Le lendemain on a recommencé l'attaque, et les Takagawas ont été mis en pleine déroute. La moitié de Yeddo, y compris deux grands temples dont l'un était la résidence de Miké, a été brûlée.

À Tichine, à 48 milles au sud d'Osaka, une bataille terrible a été livrée entre les troupes d'Aïdzu et celles de Satouma. Ce dernier a été battu et il a perdu beaucoup de monde. Satouma et Chisou ont été abandonnés par divers autres daimios, et plus tard Chisou lui-même a annoncé l'intention de se retirer de la lutte. Il a ordonné à ses généraux de rentrer dans leurs foyers et de demeurer neutres.

Le parti de Satouma avait publié une proclamation, au nom du mikado, condamnant à mort tous les chrétiens indigènes. De nombreuses citations ont eu lieu à Nagasaki et Senada, à 46 milles de Yeddo.

On dit que les princes du Nord ont proposé de soumettre tous leurs différends à l'arbitrage de l'Angleterre, de la France et des États-Unis. Dans le cas où ces puissances accepteraient, les princes s'engageraient à exécuter fidèlement leur arbitrage, de leur côté et de celui du mikado.

Le port de Notoka, sur la côte occidentale, a été ouvert en partie.

UN TOAST DE M. DE BEUST

Les adversaires politiques de M. de Beust se réjouissent des difficultés que soulèvent les sessions des Diètes provinciales, et ils en augurent trop vite que l'influence de cet homme d'Etat pourrait subir quelque atteinte.

On assure que le chancelier se montre parfaitement calme et qu'il affiche la plus grande confiance en ce qui concerne l'aplatissement des obstacles contre lesquels vient se heurter le système gouvernemental inauguré par lui. Nous publions ci-après le toast qu'il a porté hier dans un dîner donné par le maréchal de

la province de basse Autriche aux membres de la Diète.

Ce discours ne donne pas, en tout cas, lieu de supposer que le chancelier de l'Empire se trouve sous le coup de graves préoccupations; et s'il en existe réellement chez lui, il faut avouer qu'elles n'ont ni en rien à la verve humoristique qu'on remarque souvent dans les allocutions qu'il prononce, quand il a l'occasion de porter un toast. — P. Pradier-Fodéré.

Voici comment il s'est exprimé dans la réunion dont nous venons de parler: Comme j'ai l'honneur d'être ministre pur les affaires communes, je revivrai également l'honneur de remercer, au nom de mes collègues et en mon nom personnel, le maréchal de la province des paroles aimables qu'il nous a adressées. Je me suis trouvé tout récemment dans le cas de parler à une assemblée. Ce que j'ai dit alors a été interprété comme une tentative faite par moi de mettre un éteignoir sur les idées trop exaltées des esprits. Je ne saurais accepter une pareille interprétation, car jamais je n'ai eu à employer un éteignoir.

Je préférerais, si l'on n'exprimait ainsi, être le tampon (sic) destiné à amortir le choc entre deux wagons qui se rencontreraient. Quand j'ai eu l'occasion de m'exprimer devant cette assemblée, je me suis cru appelé à modérer par un piano (sic) la trop grande exaltation du sentiment public; mais aujourd'hui, et c'est justement ce qui reporte mes souvenirs à cette assemblée, je me suis poussé à mettre un forte (sic) sur l'opinion publique pour être un peu inquiet. Alors mes paroles ont réveillées l'attention, parce qu'elles étaient l'expression de ma conviction. Aujourd'hui j'accroche ce forte parce que je ne vois aucune raison de manquer de confiance. Nous irons en avant en nous appuyant sur la Constitution.

Semons la confiance pour récolter la confiance. Je voudrais faire entendre ces paroles aux Diètes, de même que je les fais entendre au moment à la Diète de Basse-Autriche. C'est dans cet esprit que je porte un toast au maréchal de la Diète de cette province.

Séances des conseils généraux.

M. le sénateur Roulland, président du conseil général de la Seine-Inférieure, a fait allusion dans son discours de clôture, à la question de la durée des sessions des conseils généraux. Il a démontré, par l'exemple du conseil qu'il présidait, que l'ensemble des séances consciencieusement remplies suffisent pour expédier les affaires bien préparées.

Voici comment s'est exprimé M. Roulland: Vous venez de terminer une session égale à celles qui l'ont précédée, et par l'importance des affaires et par les travaux et les études que vous avez dû lui consacrer. Sept longues séances ont été employées en assemblée générale à la lecture et à la discussion des rapports, et les bureaux, de leur côté, ont eu à préparer laborieusement ces rapports soumis à leur premier examen. — Que, si l'on s'étonnait de ce que le conseil général de la Seine-Inférieure semble consacrer son labeur dans le même cercle de jours et de séances, il serait facile de répondre que cette espèce d'uniformité tient précisément à la nature des choses.

L'administration de ce grand département a depuis longtemps posé et résolu la plupart des questions les plus essentielles à son activité, à son progrès, à sa prospérité. Nous n'avons plus guère à débiter maintenant les principes et les systèmes d'après lesquels on doit agir pour le meilleur fonctionnement des services départementaux.

Nous avons surtout à continuer les choses commencées, à perfectionner graduellement nos entreprises et nos institutions locales; et si, les yeux fixés sur les améliorations que l'exemple ou le temps révèle, nous avons à faire des créations nouvelles, elles sont vite comprises et réalisées par le concours de l'autorité préfectorale, toujours attentive et intelligente, et par un conseil général qui, à l'heure des affaires, et joignant l'expérience à la bonne volonté.

Ainsi, la somme de nos travaux, sauf la variété de leur objet, reste à peu près la même, et je puis déclarer hautement à nos concitoyens que tous les intérêts départementaux sont, ici,

— Quelquefois: et à vous, monseigneur. — A moi, jamais! Je veux me soustraire aux étincelles électriques et être en mesure d'aller attendre un jour là-haut une âme qui n'en est pas si loin qu'elle le suppose, car je suis convaincu qu'elle est excellente. Et il n'y qu'une seule vertu pour arriver.

— Laquelle, monseigneur? — La bonté. — Sur cette grande route, on est aussi déjà valisé bien souvent!

— Qu'importe! on retrouve tout au bout du voyage. Lacrymosa revint vers le comte. — Son Eminence accepte, dit-elle. — Mais l'avez-vous prévenu que notre situation n'est pas régulière.

— Chut! dit le cardinal. Je tiens à partir, et je ne suis instruit de rien. Ils sortirent. Le cardinal entra à l'église sans avoir été remarqué par personne. Negroponi maudissait cette fantaisie. Il fit monter sa compagnie à cheval sur la place, passa la revue des armes, s'assura que tout était bien préparé, et que chaque homme avait plus de cinquante cartouches.

Lacrymosa trouvait un intérêt nouveau à la vie depuis qu'elle avait rencontré cet aimable prince de l'Église, et elle pensa un peu moins au Viaggiatore et plus du tout à Manseretti.

Manseretti avait quelques heures devant lui. Il aurait donné dix ans pour avoir le prétexte d'une visite à Montanin. Il en prendrait le chemin à pied par les bois, et s'approcherait des vieux murs.

Quant au cardinal, à qui ou à quoi pensait-il en tuant le temps devant les tableaux de l'église de Roverino et en mangeant quelques tablettes de chocolat pour se soutenir?

HENRI DE LACRETELLE.

(La suite à demain)

Faillite du Journal LA FRANCE

DU 1^{er} SEPTEMBRE 1868. 25

LE CHEF DE BANDE

XII

— Suite —

ils gagnèrent la rue. Le bureau des messageries était en face de l'auberge. Manseretti se fit inscrire pour le coupé. Tandis que l'employé recevait des armes, quelqu'un se détacha du fond de la pièce. C'était Negroponi.

Il sembla tristement étonné en voyant Lacrymosa et le comte.

— Avant que vous terminiez votre négociation, dit-il à ce dernier, je veux vous parler.

Le comte se retirait avec Negroponi, Lacrymosa les suivit.

— Manseretti n'a pas de secrets avec moi, dit elle. Parlez en ma présence.

— Prenez garde, signora, répondit le capitaine en souriant, vos nerfs se repentiront peut-être tout à l'heure de votre curiosité. — Vous avez dû voir que je n'ai pas facilement peur, dit-elle.

— Vous le voulez? — D'une façon absolue.

— Signor, reprit Negroponi, je persiste à

croire que vous avez reçu ces banknotes en les ignorant. Mais le hasard me donnerait de terribles preuves de votre complicité avec le bandit, si elle n'était pas impossible.

— Vous revenez encore à cet outrage, reprit fièrement le comte.

— J'y reviens pour vous avertir. Il est évident que vous ignorez ce qui va avoir lieu cette nuit. La signora doit être prévenue pourtant.

— Mais, capitaine, allez donc plus vite! interrompit-elle fébrilement.

— Je sais, par un espionnage sûr, que la diligence doit être attaquée.

— Elle l'est une fois sur cinq, dit Lacrymosa.

— Mais aujourd'hui, j'ai les renseignements les plus formels: l'heure, l'endroit où l'attaque se fera, le nombre des hommes; le Viaggiatore en personne sera à leur tête.

— Cela va être magnifique! dit-elle follement.

— Et très dangereux. Ma compagnie enveloppera la diligence. Une vraie bataille, en un mot. Je veux répondre de tous les voyageurs qu'elle transporterait. Cette perspective vous fera réfléchir, signora!

— Tout est réfléchi, capitaine. Je courrai les chances. Il faut que je sois à Venise demain.

— Ceci ne peut pas se discuter, interrompit le comte. Votre impressario prendra patience, et vous ne partirez que lorsque la route sera déblayée.

— Je vous répète que ce danger devient une tentation, dit-elle.

— Mais le danger existe pour un autre plus que vous ne croyez peut-être. J'ai étouffé l'affaire des malheureux billets. Si ce soir, après une bataille, l'instruction rencontre le comte parmi les voyageurs, on y reviendra, assurément, et sa complicité paraîtra plus affirmative.

Manseretti bondit.

— Présenté ainsi, ce départ est une nécessité, répondit-il vivement. Au moins, on pourra dire de quel côté je me suis battu.

— Vous voulez tenter une pareille chance, comte, même au prix d'une balle qui peut s'égarer et atteindre madame?

— Il ne s'agit pas de madame, mais de mon honneur qui est en péril.

Lacrymosa sentit toute la dureté de cette parole, mais en même temps elle en admirait la fierté.

— D'ailleurs la signora peut ne pas être là, reprit Manseretti.

— Vous savez bien que je ne vous abandonne guère au moment où il y a quelque chose à craindre.

— C'est bien, reprit Negroponi. Recevez les armes, dit-il au burlesque.

A cet instant, un ecclésiastique entra dans la pièce. Il portait la soutane noire sans aucun ornement. Il était âgé de quarante ans à peine. Il paraissait bienveillant et doux.

Il s'avança aussi vers le burlesque.

Lacrymosa l'avait regardé avec étonnement. Elle porta la main à ses yeux. Elle regarda encore; puis prenant à part le comte et le capitaine:

— Vous ignorez qui entre là? dit-elle.

— Quelque bénéficiaire de la province, répondit Negroponi.

— Pauvre innocent! reprit-elle, j'ai bien envie de vous laisser votre ignorance, mais vous me le reprocheriez trop.

— D'ailleurs, il faut que je sache, interrompit le capitaine.

— Eh donc, c'est votre maître, c'est celui qui fait mouvoir le vaisseau de l'Église. C'est le cardinal de Rome, c'est le vrai pape.

Negroponi ouvrit la bouche, ne sachant quelle contenance faire.

Le cardinal vit qu'il était l'objet de l'attention du groupe, et s'avançant en saluant gracieusement:

— Puisque je suis à moitié signalé, dit-il, j'aime mieux être tout à fait en confiance avec de aimables compagnons de route, auxquels je demanderais de ne pas me reconnaître davantage.

Manseretti s'inclina en homme qui se disait que sa naissance le mettait au niveau de toutes les dignités ecclésiastiques.

— Votre Eminence peut être certaine qu'aucun de nous ne dira qu'elle a traversé Roverino, répondit-il.

— Le comte Manseretti? je crois, reprit le

cardinal.

— Oui, monseigneur, dit le jeune homme émerveillé que son nom fut si vite sur sa figure.

— Et la signora Lacrymosa? — Par exemple, monseigneur, fit-elle gaiement, vous êtes si au courant de moi!

— Je ne vous ai jamais vue, mademoiselle;

